

# 2



# CHAPITRE 2

## POUR UN DÉVELOPPEMENT INCLUSIF, VERT, RÉSILIENT ET DURABLE

En 2024, la Banque islamique de développement a maintenu son engagement à ne laisser personne pour compte dans ses efforts de développement auprès des pays membres. En accordant la priorité à l'éducation, l'infrastructure, la santé, l'environnement et l'égalité des genres, la BID continue de promouvoir le progrès inclusif et durable. Ses initiatives sont en droite ligne des objectifs de développement durable, en ce sens qu'elles renforcent la résilience et la croissance à long terme au sein des communautés.

### 2.1 : CONTRIBUTION AU DÉVELOPPEMENT HUMAIN INCLUSIF

#### 2.1.1 : ÉDUCATION ET SANTÉ

En 2024, des avancées considérables ont été enregistrées dans l'accompagnement des initiatives en matière de santé, d'éducation et de nutrition, en droite ligne des objectifs de développement durable, notamment l'ODD 2 (Faim « zéro »), l'ODD 3 (Bonne santé et bien-être) et l'ODD 4 (Éducation de qualité).

Quatre tranches de financement de l'éducation ont été approuvées en 2024 pour un montant total de 465,85 millions de dollars, dont 330,34 millions de la Banque islamique de développement (BID), avec des subventions à hauteur de 0,5 million pour promouvoir l'inclusion numérique, 25 millions du Fonds de solidarité islamique pour le développement (FSID), avec un effet de levier de 55 millions du Partenariat mondial pour l'éducation à titre de subvention, et 55,51 millions des partenaires du Groupe de coordination arabe.

Figurent parmi les principaux projets réalisés le développement de l'Université de Gambie, le développement de l'enseignement supérieur islamique en Indonésie, la prévention et la pré-élimination du paludisme au Sénégal, l'hôpital universitaire spécialisé d'Al-Azhar en Égypte et les interventions sanitaires d'urgence en Jordanie. Ces initiatives ont permis de renforcer les capacités dans l'enseignement supérieur et d'améliorer les services de santé et la prévention des maladies, contribuant ainsi à la résilience socioéconomique à long terme.

Des avancées de taille ont été réalisées dans le domaine de l'éducation avec l'initiative SmartED du Groupe de coordination arabe et du Partenariat mondial pour l'éducation, qui a permis de lever 500 millions de dollars pour la phase 1

(Dubai, 2021) et 350 millions pour la phase 2 (Riyad, 2024). Cette initiative accompagne le développement de l'éducation au Cameroun, au Kirghizistan et en Ouzbékistan, ainsi que des projets futurs au Tchad, en Guinée et au Nigéria, afin de promouvoir un accès équitable à l'apprentissage.

La première opération avec le Partenariat mondial pour l'éducation au Tadjikistan a été réalisée en 2024. Le projet objet d'un financement mixte composé par une subvention de 15 millions de dollars du Partenariat mondial pour l'éducation, 45 millions de la BID et du FSID, et 8 millions de l'OPEP sous forme de prêt, a permis au gouvernement d'introduire un programme d'études axé sur les compétences et d'actualiser son système informatique de gestion de l'éducation. Il a également permis de jeter les bases d'une transformation du système éducatif du pays et de l'amélioration des résultats d'apprentissage.

L'élargissement de l'école primaire de Tarbia Watan en Thaïlande (260 000 dollars) et le projet Leveraging Technology for Enhanced Academics aux États-Unis (252 520 dollars) figurent parmi d'autres contributions à l'éducation. Au Bénin, le projet de cantines scolaires, de nutrition et d'éducation (19,8 millions de dollars) participe de la lutte contre la malnutrition et la déperdition. Le projet de construction d'écoles après le tremblement de terre en Türkiye (165 millions de dollars) permet de garantir des espaces d'apprentissage sûrs dans un contexte post-catastrophe.



## ENCADRÉ 6 : TRANSFORMATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EN OUBÉKISTAN

Le projet d'appui au développement de l'enseignement supérieur en Ouzbékistan est un exemple de réussite en matière de réforme de l'éducation, car il a permis de réaliser des avancées remarquables dans l'enseignement supérieur du pays. Financé conjointement par la Banque islamique de développement, la Banque mondiale et le Gouvernement de l'Ouzbékistan, il avait pour but de moderniser l'infrastructures universitaire, promouvoir la recherche, et améliorer l'accès à un enseignement de qualité.

Cette initiative a permis d'obtenir des résultats sans précédent. Plus de 256 laboratoires répartis dans 61 universités ont été équipés de matériels de technologie de pointe, ce qui a facilité un changement de paradigme dans les méthodes d'enseignement et de recherche. Ainsi, le nombre d'étudiants inscrits a été multiplié par 5, passant de 274 000 en 2011 à plus de 1,3 million en 2024. Près de la moitié de ces nouveaux étudiants sont des femmes, ce qui témoigne des progrès réalisés en matière d'égalité des sexes.

Holistique dans son approche, le projet prévoyait également une formation intensive du personnel universitaire afin de lui permettre d'exploiter le potentiel offert par les nouvelles installations. Plus de 400 types d'équipements de laboratoire de pointe ont été achetés et déployés, ce qui a rendu l'apprentissage pratique et la recherche efficace dans des domaines essentiels au développement économique et social de l'Ouzbékistan.

Au-delà des infrastructures, le projet a stimulé des réformes de programmes d'études alignés sur les normes internationales, permettant aux institutions de produire des diplômés prêts à intégrer le marché mondial de l'emploi. La capacité de recherche et de développement des universités s'est considérablement accrue, avec des avancées sans précédent dans des domaines tels que l'énergie propre et les soins de santé.

Certes, le projet n'a pas été de tout repos. Les retards dans la mobilisation, la pandémie à coronavirus et les perturbations de la chaîne d'approvisionnement ont mis sa résilience à rude épreuve, mais l'engagement ferme de toutes les parties prenantes a fini par prendre le dessus.

Aujourd'hui, les établissements d'enseignement supérieur de l'Ouzbékistan sont des pôles dynamiques d'innovation et d'opportunités. Cette transformation met en exergue l'importance des investissements stratégiques dans l'éducation, en plaçant le pays en bonne position pour une croissance économique durable et un avenir plus radieux. L'histoire de ce projet n'est pas seulement celle d'une réussite ; c'est l'exemple de ce qui peut être réalisé lorsque la vision rencontre la détermination.



EN 2024, LA BID A MOBILISÉ  
**45,4 MILLIONS DE DOLLARS**  
SOUS FORME DE SUBVENTIONS  
POUR FINANCER DES PROJETS  
DE SANTÉ ET D'ÉDUCATION.

S'agissant des soins de santé, les investissements d'un montant total de 221,2 millions de dollars en financement de la BID couvrent, entre autres, le projet de renforcement du système de santé au Mozambique (20,4 millions) et le projet d'amélioration de la qualité des services d'oncologie au Turkménistan (158,9 millions). Plus de 7 millions de dollars à titre de subventions ont été affectés à des campagnes de traitement de la cataracte à Djibouti, au Burkina-Faso, en Mauritanie et au Togo, ainsi qu'à des programmes de formation à la télémédecine en Afghanistan et de traitement de la fistule obstétricale. Ces initiatives ciblent directement à l'accès aux soins de santé et la santé maternelle, améliorant ainsi la qualité de vie dans les régions insuffisamment servies.

L'approbation de la plateforme d'investissement à impact sur la santé en partenariat avec l'Organisation mondiale de la santé, la Banque africaine de développement, la Banque asiatique de développement et la BID constitue une étape importante. La plateforme vise à mettre en place des systèmes de soins de santé primaires adaptés au climat et aux crises dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. Avec une subvention initiale de 50 millions de dollars et un potentiel de mobilisation de 1,5 milliard de dollars, la plateforme permet d'améliorer les infrastructures de santé et l'état de préparation.

En 2024, la BID a mobilisé 45,4 millions de dollars sous forme de subventions pour financer des projets de santé et d'éducation. Elle a également contribué au rapport de la Banque mondiale sur le développement humain dans la région MENA par le biais des Séries BID-Banque mondiale sur les connaissances, renforçant ainsi la politique régionale en matière de développement du capital humain.

La finalisation de la stratégie de nutrition a été une réalisation majeure en 2024 et a affermi le rôle de la BID dans la lutte contre la malnutrition. Font partie des prochaines initiatives la stratégie pour l'industrie pharmaceutique et le mécanisme international de financement pour l'éducation, qui reflètent l'investissement constant de la BID dans les systèmes de santé et d'éducation.

Par ces mesures, la BID reste déterminée à favoriser une croissance inclusive, améliorer l'accès à l'éducation et la prestation des services de soins de santé, ce qui renforce davantage son leadership en matière de développement humain durable dans l'ensemble de ses pays membres.



CETTE INTERVENTION A PERMIS D'AMÉLIORER  
L'ACCÈS AUX SOINS DE SANTÉ POUR  
**245 616 PERSONNES,**  
SOIT ENVIRON 47 % DE LA POPULATION  
TOTALE DES MALDIVES (516 000 HABITANTS).

### ENCADRÉ 7 : RENFORCEMENT DE L'ÉTAT DE PRÉPARATION DU GOUVERNEMENT DES MALDIVES AUX FUTURES PANDÉMIES

De mai 2020 à octobre 2023, la Banque islamique de développement a accordé un financement cumulé de 20,6 millions de dollars au Gouvernement des Maldives dans le cadre du Programme stratégique de préparation et de riposte. Ce financement avait pour but de renforcer la capacité du pays à contenir la pandémie à coronavirus et son état de préparation à de futures épidémies. Le projet a été mis en œuvre en partenariat avec le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), en tirant parti des procédures de passation de marchés d'urgence pour pouvoir acquérir des produits médicaux essentiels. Cette approche a non seulement facilité la mise en œuvre efficace du projet, mais elle a permis de réaliser des économies substantielles de quelque 5 millions de dollars qui ont été réinvesties dans l'acquisition d'équipements médicaux supplémentaires.

#### PRINCIPAUX RÉSULTATS

Le projet a plusieurs réalisations majeures à son actif, notamment le renforcement des établissements de santé, la fourniture d'équipements médicaux essentiels, et l'amélioration de l'accès aux soins de santé entre autres.

Cinq centres régionaux essentiels ont été améliorés grâce à l'installation d'équipements de soins intensifs, et deux drones médicaux déployés pour améliorer la surveillance et l'accès

aux zones reculées. Au total, 575 unités d'équipements ont été fournis, dont 42 ventilateurs médicaux, 60 moniteurs cardiaques et 4 appareils de dialyse.

À cela s'ajoute la distribution 1 152 appareils médicaux, 23 articles présélectionnés et 142 516 équipements de laboratoire. Pour la protection des agents de terrain, le projet a fourni 2 189 660 kits de protection individuelle et plus de 4 millions de consommables.

Cette intervention a permis d'améliorer l'accès aux soins de santé pour 245 616 personnes, soit environ 47 % de la population totale des Maldives (516 000 habitants). Le projet a également mis l'accent sur la formation et le renforcement des capacités des professionnels de la santé afin de leur permettre de faire face aux futurs défis sanitaires.

Reconnaissant l'impact du projet, le ministre de la Santé des Maldives a souligné qu'il aurait une influence durable sur le système de santé du pays et affirmé que les investissements étaient essentiels pour la résilience à long terme du pays en matière de santé. Ainsi, la BID se positionne comme un partenaire majeur dans le renforcement des infrastructures de santé des Maldives et l'amélioration de leur résilience aux futures pandémies. La collaboration avec UNOPS et le recours efficace aux procédures d'urgence pour la passation de marchés ont non seulement contribué à contenir la pandémie à coronavirus, mais ont également préparé le pays à faire face à d'éventuelles épidémies.

## 2.1.2 : AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE

Le Programme Solutions axées sur la connaissance pour l'autonomisation économique de la BID a été créé en novembre 2023 pour lui permettre de jouer un rôle incontournable dans l'amélioration des conditions de vie, la lutte contre la pauvreté, et le renforcement de la résilience dans ses pays membres par le biais du renforcement des capacités.

En 2024, la BID a approuvé plusieurs projets innovants par l'intermédiaire du programme, pour un montant total de plus de 5,26 millions de dollars. Ces initiatives reflètent son engagement à autonomiser les populations marginalisées et à promouvoir une croissance économique durable grâce à des solutions innovantes conformes à la charia. Ci-après, les projets approuvés :

- En Algérie, le projet Herfati d'un coût de 1,10 million de dollars approuvé en septembre 2024 a marqué le retour de la BID dans le pays après de nombreuses années. Prévu pour être mis en œuvre par la banque Al Salam et approuvé par le Gouvernement algérien, il visait à accompagner les petits artisans, les entrepreneurs et les micro et petites entreprises en particulier celles dirigés par des jeunes et des femmes, en s'appuyant sur les services financiers islamiques, le renforcement des capacités et l'accès au marché du commerce électronique. Il a également stimulé le premier cadre de collaboration avec le pays préalablement aux réunions annuelles de 2025.
- Approuvée en décembre 2024 d'un coût de 3,61 millions de dollars, l'initiative Bina Business Incubator au Yémen a pour but de lever les obstacles à l'accès aux services financiers et aux ressources pour les startup et les microentreprises. Cofinancée par plusieurs partenaires, elle se veut un moyen de promouvoir l'entrepreneuriat et l'inclusion économique.
- Un montant total de 295 800 dollars a été approuvé pour des projets régionaux visant à renforcer la capacité des petites et moyennes entreprises (PME) dans sept pays membres grâce à des mécanismes de commerce interentreprises en ligne et au commerce transfrontalier.
- Enfin, les méthodes d'autonomisation économique ont été intégrées au projet HOPE Tunisie axé sur l'autonomisation des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) dans le secteur agroalimentaire qui a été approuvé en décembre 2024.

## 2.1.3 : FEMMES ET JEUNES

La BID reste déterminée à autonomiser les femmes et les jeunes, en intervenant dans des secteurs clés comme la santé, les ressources hydriques, le transport et le développement des PME. En 2024 elle a financé des initiatives au Kazakhstan, au Mozambique, en Sierra Leone et en Tunisie, en mobilisant des subventions dépassant 1,1 million de dollars. Ces efforts ont permis d'améliorer l'accès à la santé, à l'eau et aux transports tout en favorisant l'autonomisation économique par le biais des PME. Elle a également stimulé la numérisation au service de l'employabilité, de l'inclusion financière et de l'enseignement des science, technologie, ingénierie et mathématiques en collaboration avec le Programme du Golfe arabe pour le développement, le Centre des femmes arabes pour la formation et la recherche et le Programme des Nations Unies pour le développement.

Le portefeuille We-Fi a aussi réalisé des avancées avec un projet sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène et un projet sur la finance islamique au Bangladesh et en Indonésie. Ces initiatives évaluées à plus de 6,5 millions de dollars ont permis d'améliorer l'accès des femmes au financement, au renforcement des capacités et aux ressources essentielles.

### INITIATIVES AXÉES SUR LES JEUNES

Pour combler l'écart dans les compétences numériques, la Division d'Autonomisation des Femmes et des Jeunes a lancé, en partenariat avec le PNUD, le Programme de numérisation pour l'employabilité et l'entrepreneuriat des jeunes. Approuvé en décembre 2023, le programme accompagne les jeunes entrepreneurs au Bangladesh, en Indonésie, aux Maldives et au Pakistan par le biais de la formation numérique, la mise en correspondance des emplois et le renforcement des capacités. En 2024, la BID a traité un projet au titre du programme en Indonésie qui vise à améliorer l'employabilité des jeunes et l'entrepreneuriat grâce à des compétences numériques ciblées et à l'accès à des plateformes de recherche d'emploi.

### FORUM 2024 SUR LA PROMOTION DES JEUNES

La BID a organisé son forum phare sur la promotion des jeunes en 2024 sur le thème Autonomisation et résilience des jeunes à la croisée des chemins : Vers l'avenir que nous voulons. Organisé avec Generation Unlimited et l'OIT, le forum a réuni des jeunes, des décideurs et des experts en développement pour des discussions de haut niveau sur les compétences numériques et écologiques, l'employabilité et la résilience. Des organisations non gouvernementales locales et des établissements d'enseignement y ont présenté leurs contributions, soulignant le rôle des jeunes dans le progrès social, l'innovation et le développement inclusif.





### ENCADRÉ 8 : AUTONOMISATION DES RÉFUGIÉES SYRIENNES AVEC JASMINE

Lara SHAHIN, une réfugiée syrienne qui a fui en Jordanie en 2012 a fait face à d'énormes difficultés pour reconstruire sa vie et sa carrière. Décidée à ne pas baisser les bras et désireuse de créer des opportunités pour d'autres femmes dans des situations similaires, elle a créé Jasmine, une entreprise spécialisée dans des produits d'artisanat comme le savon et les produits de soins pour la peau. Grâce au Programme BID-FSID pour l'éducation des réfugiés syriens déployé en Jordanie, au Liban, en Türkiye, en Irak et en Syrie, Lara a transformé sa vision en réalité avec la création d'une entreprise florissante. Aujourd'hui, Jasmine a permis à 30 réfugiées syriennes d'accéder à l'indépendance financière et à la dignité.

#### OBSTACLES ET OPPORTUNITÉS

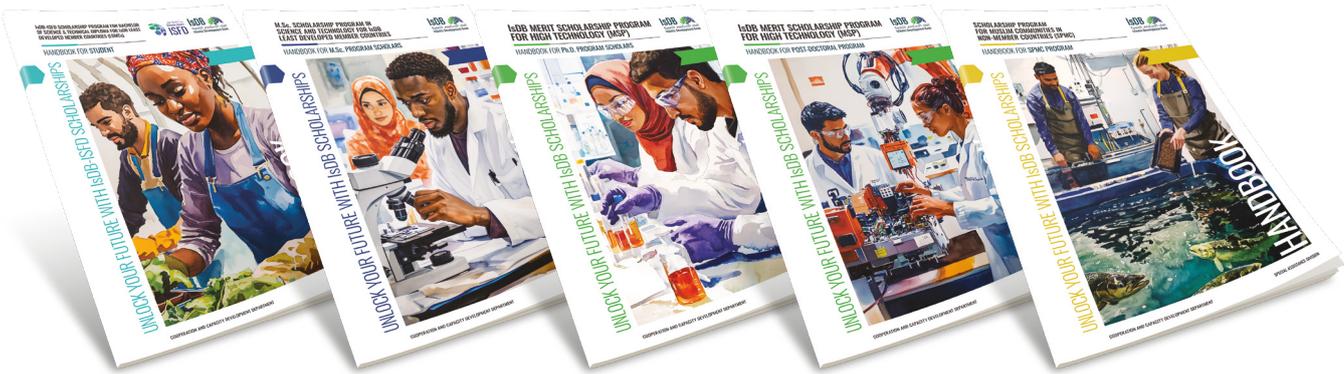
En tant que réfugiée syrienne en Jordanie, Lara a fait face à de grandes difficultés, notamment les restrictions à l'emploi pour les non jordaniens. Devant cette réalité, elle était obligée de trouver d'autres moyens de se prendre en charge. Alors qu'elle faisait du bénévolat dans des ONG internationales, Lara découvrit les compétences inexploitées des réfugiées syriennes dans la fabrication de produits d'artisanat et eut l'idée de créer une plateforme où ces talents pouvaient éclore. Toutefois d'autres obstacles ne manquèrent pas de se faire jour, notamment le manque d'espaces de travail adaptés, des stratégies de marketing limitées, et des normes sociétales restreignant la participation des femmes aux activités professionnelles.

#### UN SOUTIEN DÉTERMINANT

Jasmine arriva à un tournant décisif lorsqu'elle intégra le programme SPARK financé par le Programme BID-FSID pour l'éducation des réfugiés syriens. Ce partenariat apporta à Lara et son équipe les ressources nécessaires pour surmonter ces difficultés. Grâce à la collaboration du programme avec International Group For Training, Jasmine reçut une formation technique pour améliorer la qualité des produits et rationaliser les opérations. La mise au point d'une plateforme de commerce électronique permit à l'entreprise de contourner les barrières traditionnelles du marché, tandis que des solutions innovantes telles que la possibilité pour les femmes de travailler à domicile aidèrent à répondre aux contraintes culturelles. La formation en finance et en développement durable permit à Lara de faire passer Jasmine de 5 à 30 employés.

Cet appui à eu un fort impact. Jasmine a créé des emplois pour 30 réfugiées syriennes en les dotant de compétences durables grâce à des ateliers sur la fabrication de savon, la broderie et la couture. L'entreprise a acquis une reconnaissance mondiale, ses produits étant présentés dans le cadre d'expériences Airbnb, où les touristes participent à des séances de fabrication de savon. Durant la pandémie à coronavirus, la campagne Jasmine Survivors a élargi son champ d'action en offrant une formation et un soutien aux femmes victimes d'abus tout en étendant ses activités à la Syrie avec le lancement de magasins virtuels.

Le parcours réalisé par Lara grâce au Programme BID-FSID pour l'éducation des réfugiés syriens illustre les possibilités de transformation inhérentes à la résilience et la collaboration. Jasmine est plus qu'une entreprise ; c'est un symbole d'espoir et une source de subsistance durable pour les réfugiées syriennes dont les compétences et les parcours inspirent nombre d'autres personnes.



### 2.1.4 : BOURSES D'ÉTUDES

Créé en 1983, le Programme de bourses d'études de la BID a pour but de renforcer le capital humain dans les pays membres et au sein des communautés musulmanes établies dans des pays non membres. Il joue un rôle capital dans le développement des ressources humaines et la mobilité de la main-d'œuvre, en facilitant le renforcement des capacités et en donnant accès à l'innovation, aux connaissances et à la technologie nécessaires pour être compétitif dans un contexte mondial qui évolue rapidement.

La BID offre quatre programmes de bourses d'études, à savoir (i) le Programme de bourses d'études pour les communautés musulmanes établies dans des pays non membres (SPMC), (ii) le Programme de bourses d'excellence pour la haute technologie (MSP) pour les pays membres, (iii) le Programme de bourses de maîtrise ès sciences (M.Sc.) pour 20 pays membres les moins avancés (PMMA), et (iv) le programme BID-FSID pour 21 PMMA.

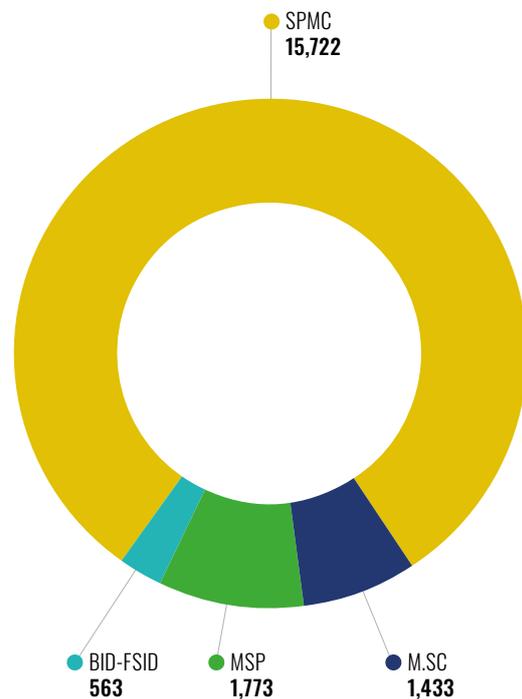
En 2024, la BID a accordé des bourses à 474 étudiants de 57 pays, dont 265 candidats de 22 communautés musulmanes établies dans des pays non membres, 28 candidats de 26 pays membres pour des études de doctorat et de recherche postdoctorale, 106 candidats de 19 PMMA pour la maîtrise ès sciences et 75 candidats de 21 PMMA au titre du Programme BID-FSID. La répartition globale par sexe est de 63 % pour les hommes et de 37 % pour les femmes.

Au cours des quatre dernières décennies, la BID a offert des bourses à 19 491 étudiants et universitaires de 56 pays membres et 66 communautés musulmanes, avec un ratio hommes/femmes de 70 % contre 30 %.

À la date de décembre 2024, 14 044 lauréats auront terminé leurs études et leurs recherches dans des domaines liés au développement et contribueront activement au développement de leur pays grâce à leurs connaissances et leur expertise. Le Programme de bourses d'études continue d'accompagner 1 276 étudiants et universitaires en cours d'études, tandis que 675 étudiants sont sur le point d'être admis à commencer leurs études.

Le Programme de bourses d'études est une initiative phare visant depuis longtemps à doter les professionnels en milieu de carrière de connaissances pointues, de compétences essentielles, d'une exposition internationale et de la confiance nécessaire pour contribuer efficacement au développement de leur pays.

FIG. 2.1 : BOURSES PAR PROGRAMME 1983-2024



**AU COURS DES QUATRE DERNIÈRES DÉCENNIES, LA BID A OFFERT DES BOURSES À 19 491 ÉTUDIANTS ET UNIVERSITAIRES DE 56 PAYS MEMBRES ET 66 COMMUNAUTÉS MUSULMANES, AVEC UN RATIO HOMMES/FEMMES DE 70 % CONTRE 30 %.**



**ENCADRÉ 9 : LE PARCOURS DE DR HUSSEIN KISIKI NSAMBA : ENTRE TRANSFORMATION ET IMPACT**

Le parcours de Dr Hussein KISIKI NSAMBA, ancien boursier de la BID en Ouganda, illustre l'impact profond de l'éducation sur les individus et les communautés. Son histoire montre comment les programmes de bourses peuvent améliorer les conditions de vie et favoriser une évolution durable grâce aux opportunités, à l'autonomisation et au partage des connaissances.

Après avoir obtenu un double doctorat en génie chimique à l'université de Kuala Lumpur et à l'université de Nottingham, Dr Hussein est retourné en Ouganda, déterminé à faire bouger les choses. Il a fondé Invention Plus Group, une entreprise qui emploie aujourd'hui plus de 100 Ougandais et a créé des débouchés pour plus de 500 personnes. Ses contributions vont au-delà de l'entrepreneuriat pour toucher le monde universitaire. Il est chargé de cours en génie industriel à l'université de Makerere où il forme des étudiants de troisième cycle et évalue la recherche à l'échelle mondiale. Grâce à ces efforts, Dr Hussein est devenu une source d'espoir et d'inspiration, alliant innovation et développement communautaire.

Evoquant son parcours, Dr Hussein déclare : « J'ai toujours pensé que l'éducation était la voie, mais je n'aurais jamais imaginé qu'elle me mènerait aussi loin ». Sa vision de l'entreprise est tout aussi claire : « Je voulais créer un lieu qui permette aux gens de devenir autonomes ». Pour lui, l'aspect le plus gratifiant du travail universitaire est de voir d'autres personnes inspirées à poursuivre leurs propres rêves : « C'est du baume au cœur de voir que mon travail incite d'autres personnes à poursuivre leurs rêves ».

Mon témoignage est que cette bourse est véritablement transformatrice. Sans elle, je ne serais pas ce que je suis devenu aujourd'hui, ni ne serais là où je suis aujourd'hui. Elle m'a donné les outils, la confiance et la plateforme nécessaires pour faire une réelle différence.

Les réalisations de Dr Hussein ont également eu un effet d'entraînement au sein de sa famille. Il raconte avec fierté comment sa réussite a établi un nouvel héritage d'excellence académique : « Ça n'était jamais arrivé auparavant : un membre de notre famille titulaire d'un doctorat. Je suis fier que mon parcours ait amené mes frères et sœurs à aspirer à l'excellence académique ».

Rien de tout cela n'aurait été possible sans l'effet transformateur du Programme de bourses de la BID. Dr Hussein souligne l'importance de ce programme en déclarant : « Mon témoignage est que cette bourse est véritablement transformatrice. Sans elle, je ne serais pas ce que je suis devenu aujourd'hui, ni ne serais là où je suis aujourd'hui. Elle m'a donné les outils, la confiance et la plateforme nécessaires pour faire une réelle différence ». Son histoire nous rappelle avec force que l'éducation peut stimuler la réussite individuelle et la croissance de la communauté et créer un héritage d'autonomisation pour les générations futures.

## 2.1.5 : ASSISTANCE SPÉCIALE

Créé en 1981, le Programme d'aide aux communautés de la BID a contribué de manière significative au développement des communautés, notamment dans les pays non membres. À ce jour, il a approuvé 1 877 projets pour un montant de 910,27 millions de dollars. Il s'agit de 1 104 projets de développement visant à favoriser une croissance durable et 773 projets d'aide d'urgence. Le programme a mené à bien des projets dans 84 pays et 8 sous-régions, ce qui témoigne de sa portée et de son impact considérable.

En 2024, il a approuvé huit nouveaux projets pour un financement total de 2,270 millions de dollars. Ces projets portent sur des secteurs essentiels tels que l'éducation, la santé, l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) ainsi que le renforcement des capacités et se présentent ainsi qu'il suit :

- Expansion du Yetim Children Care Center, une crèche en Éthiopie : 0,26 million de dollars
- Expansion de Tarbia Watan Primary School en Thaïlande : 0,26 million de dollars
- Amélioration de la qualité de l'enseignement à Pan Asia International School en Thaïlande grâce aux énergies renouvelables : 0,26 million de dollars
- Multispecialty Teaching Hospital d'une capacité de 100 lits à Maharashtra, Inde : 0,50 million de dollars
- Remise à niveau des laboratoires de sciences de Brighter Horizons Academy aux États-Unis : 0,25 million de dollars
- Appui à l'enseignement supérieur à l'université de Stellenbosch en Afrique du Sud : 0,215 million de dollars
- Baraka Vocational Training Center en Éthiopie : 0,26 million de dollars
- Services intégrés de santé mentale pour les personnes déplacées dans leur propre pays/réfugiées au Kenya : 0,265 million de dollars

En ciblant des secteurs essentiels tels que l'éducation et la santé, ces projets entendent améliorer l'accès à des services de qualité, favoriser le développement du capital humain, et renforcer la cohésion sociale au sein de des communautés.

En outre, le programme a entamé en 2024 la mise au point d'un cadre de collaboration avec les communautés musulmanes établies dans des pays non membres. Ledit cadre se veut un canevas ouvert aux différentes parties prenantes dans le but de mieux comprendre les besoins et les priorités particulières des communautés musulmanes pour adapter les programmes à leurs exigences. L'objectif est de définir une approche structurée permettant à la BID de collaborer efficacement avec ces communautés.

La BID continue de lutter contre la fragilité et de renforcer la résilience et la stabilité durable grâce à une approche multidimensionnelle axée sur le renforcement des capacités, les interventions d'urgence, les partenariats stratégiques et des programmes phares ciblés, entre autres.

## 2.2 : STIMULER UNE CROISSANCE VERTE, DURABLE ET RÉSILIENTE

### 2.2.1 : FRAGILITÉ ET RÉSILIENCE

La BID fait de grandes avancées dans la lutte contre la fragilité et le renforcement de la résilience à la faveur d'une approche multidimensionnelle axée sur le renforcement des capacités, les interventions d'urgence, les partenariats stratégiques et les programmes phares ciblés. L'accent mis sur l'autonomisation des communautés et l'intégration de solutions innovantes sont au cœur de la mission de la BID qui consiste à promouvoir le développement durable dans des contextes de fragilité.

En 2024, les interventions de la BID dans ce domaine étaient axées sur ce qui suit :

- **Produits de la connaissance et renforcement des capacités** : En collaboration avec le PNUD, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et Qatar Charity, la BID a lancé un rapport biannuel sur la résilience axé sur l'intersection entre les changements climatiques et la fragilité. Elle organise également une formation internationale au renforcement des capacités visant à promouvoir les principes de non-agression et de sensibilité aux conflits dans les contextes de fragilité.

- **Programmes phares**

- **Programme de renforcement des compétences, de formation et d'éducation** : Dans le cadre de ce programme, un montant de 62 millions de dollars a été mobilisé pour le financement d'une douzaine de projets actifs qui touchent directement plus de 5 000 personnes et 600 PME en Jordanie, au Liban, en Türkiye et au Yémen. Dans les futurs plans, il est prévu de toucher 30 000 bénéficiaires supplémentaires.
- **Programme Tadamon** : Cinq ans après son lancement, l'évaluation du Programme Tadamon a démontré son impact positif sur les communautés locales, en mettant en exergue l'importance de l'appropriation des processus de développement par les communautés. Environ 670 000 personnes appartenant à des communautés enclavées dans 34 pays membres ont eu accès à des services médicaux de base et plus de 3 000 ménages défavorisés à des activités génératrices de revenus. Sa deuxième phase, Tadamon 2.0, vise à renforcer les capacités

des populations vulnérables grâce à des solutions technologiques et des initiatives d'inclusion financière.

- **Initiatives d'intervention d'urgence** : Face aux crises qui s'aggravent, la BID a affecté un montant de 4 millions de dollars à l'aide humanitaire à Gaza et aux réfugiés soudanais au Tchad, en Égypte et en Libye. Cette initiative a mobilisé plus de 42 millions de dollars sous forme de subventions additionnelles pour fournir des denrées alimentaires et des produits médicaux essentiels aux personnes dans le besoin.
- **Leadership et partenariats stratégiques** : En tant que président de la Plateforme de coordination des banques multilatérales de développement (BMD) pour 2024, la BID mène des discussions sur l'intégration de la migration dans

les stratégies de développement. Elle a également conclu un accord-cadre opérationnel avec le CICR afin de renforcer les capacités d'intervention d'urgence dans les zones touchées par des conflits.

- **Analyse et évaluation des pays** : La BID procède à des évaluations dans la région du Sahel dans le but de déterminer les facteurs de fragilité et de résilience dans l'optique de ses futurs programmes et collaborations stratégiques.
- **Suivi et communication d'informations** : La BID suit activement la situation en Palestine, au Liban, en Syrie ainsi que dans la région du Sahel, et en rend compte afin d'évaluer l'impact des changements institutionnels et d'adapter ses stratégies en conséquence.



مؤسسة نداء للتنمية والتطوير  
NEDA' A FOUNDATION FOR DEVELOPMENT

### ENCADRÉ 10 : TRANSFORMATION D'UNE ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE LOCALE AU YÉMEN POUR EN RENFORCER L'IMPACT

En 2023-2024, la Fondation Neda for Development, une institution locale au Yémen, a lancé sa transformation pour consolider ses opérations et s'aligner sur les normes internationales. Confrontée à des difficultés structurelles et opérationnelles, elle a entamé une refonte stratégique avec l'actualisation de ses politiques, l'affinement de son organigramme, et le renforcement de la transparence et de l'efficacité pour répondre aux exigences des donateurs.

Un volet essentiel de cette transformation a été l'intérêt particulier accordé au renforcement des capacités institutionnelles. À la faveur de formations ciblées, de consultations et de participations à des forums de développement, la fondation a redéfini ses priorités, optimisé ses performances, et institué une culture d'amélioration constante. Ce basculement lui a permis de répondre aux besoins essentiels du Yémen dans des domaines tels que la sécurité alimentaire, l'accès à l'eau, l'éducation et l'autonomisation économique, en mettant l'accent sur le développement durable.

En deux ans, la fondation a offert des avantages tangibles aux communautés locales en lançant 28 projets à fort impact dans divers secteurs. Cela a permis d'apporter une assistance immédiate tout en garantissant la viabilité à long terme. En améliorant les conditions de vie, en créant des emplois, et en offrant des services de base, la fondation a démontré son engagement à promouvoir un changement significatif au Yémen.

La capacité de la fondation à nouer et renforcer des partenariats avec des organisations internationales telles que International Islamic Charitable Organization (Koweït),



EN DEUX ANS, LA FONDATION A OFFERT DES AVANTAGES TANGIBLES AUX COMMUNAUTÉS LOCALES EN LANÇANT  
**28 PROJETS À FORT IMPACT**  
DANS DIVERS SECTEURS.

la Fondation Al-Khair (Royaume-Uni) et le Croissant-Rouge turc a été déterminante dans cette réussite. Cette collaboration a permis non seulement d'obtenir des financements, mais aussi un soutien technique précieux qui a servi à améliorer la qualité des projets de la fondation. En outre, la fondation a adhéré à sept plateformes mondiales de donateurs, ce qui lui a permis d'obtenir des financements, de participer à des conférences internationales, et d'étoffer son réseau mondial. Cette démarche a considérablement renforcé sa capacité à impulser des changements de taille.

L'expérience de la fondation témoigne de l'importance des partenariats stratégiques et de la capacité d'adaptation du leadership. En mobilisant des ressources et en nouant des partenariats utiles, la fondation s'est positionnée comme un acteur clé dans la promotion du développement durable et la reconstruction du Yémen.

## 2.2.2 : FINANCEMENT DURABLE

La BID a fait de grands pas en avant dans l'amélioration de son cadre de financement durable qui a été actualisé pour s'aligner sur les dernières normes établies par l'Association internationale des marchés de capitaux. Ce cadre amélioré joue un rôle central puisqu'il permet à la BID d'émettre des soukous verts durables et de mobiliser ainsi des ressources essentielles sur les marchés financiers mondiaux. L'objectif principal de ces soukous est de financer ou refinancer des projets qui sont non seulement respectueux de l'environnement mais aussi socialement responsables, en mettant l'accent sur la durabilité et la résilience.

Jusqu'ici, la BID a réussi à émettre des soukous verts et durables pour plus de 5 milliards de dollars, qui ont été consacrés à des initiatives respectueuses du climat et des projets de développement social dans ses pays membres. Ce chiffre impressionnant souligne l'engagement de la BID à promouvoir le développement durable et à relever les défis des changements climatiques. Elle prévoit d'autres émissions dans un avenir proche conformément à sa ferme volonté de renforcer son impact en matière de financement durable.

**JUSQU'ICI, LA BID A RÉUSSI À ÉMETTRE DES SOUKOUK VERTS ET DURABLES POUR PLUS DE 5 MILLIARDS DE DOLLARS QUI ONT ÉTÉ CONSACRÉS À DES INITIATIVES RESPECTUEUSES DU CLIMAT ET DES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL DANS SES PAYS MEMBRES.**

### ENCADRÉ 11 : ÉMISSION DE SOUKOUK DURABLES POUR UN DÉVELOPPEMENT À FORT IMPACT

Le guide pour des soukous verts, sociaux et durables (collectivement appelés « soukous durables ») a été lancé lors des réunions annuelles 2024 et de la célébration du cinquantenaire de la BID à Riyadh. Ce guide est le fruit d'une collaboration entre l'Association internationale des marchés de capitaux, la Banque islamique de développement et London Stock Exchange Group. Il a pour but de donner aux émetteurs et aux acteurs du marché des orientations pratiques sur l'étiquetage des soukous comme étant verts, sociaux ou alignés sur le développement durable, sur la base des principes de l'Association internationale des marchés de capitaux annoncés lors de la COP28 tenue en décembre 2023.



La BID a également publié son rapport 2023 sur l'impact durable des soukous et l'affectation de leurs produits qui présente en détail l'utilisation des rendements de trois émissions de soukous thématiques : soukous verts (novembre 2019), soukous durables face à la pandémie à coronavirus (juin 2020) et deuxième série de soukous durables (mars 2021). Le rapport qui porte sur les activités menées au 31 décembre 2023 met en évidence l'impact tangible de ces projets. Figurent au nombre des réalisations l'installation de 2 742 MW d'énergie renouvelable, une réduction des émissions de CO2 de 410 971 tonnes et un meilleur accès à l'assainissement pour 3 505 628 de ménages. Le rapport fait également état de la construction de 44 440 salles de classe et de 14 761 kilomètres de routes, ainsi que de l'appui à 20 418 PME, autant de contributions significatives aux objectifs de développement durable.

FIGURENT AU NOMBRE DES RÉALISATIONS L'INSTALLATION DE

**2 742 MW**

D'ÉNERGIE RENOUVELABLE, UNE RÉDUCTION DES ÉMISSIONS DE CO2 DE

**410 971 TONNES**

ET UN MEILLEUR ACCÈS À L'ASSAINISSEMENT POUR

**3 505 628 DE MÉNAGES.**

LE RAPPORT FAIT ÉGALEMENT ÉTAT DE LA CONSTRUCTION DE

**44 440 SALLES DE CLASSE,**

ET DE

**14 761 KILOMÈTRES**

DE ROUTES, AINSI QUE DE L'APPUI À

**20 418 PME.**



## ENCADRÉ 12 : GREEN FUND DIGITAL PHILANTHROPY – INDONÉSIE

La plateforme Tadamon, financée par la BID et le FSID et mise en œuvre par le Programme des Nations unies pour le développement, est maintenant dans sa dernière année de fonctionnement. Elle offre un large éventail d'initiatives et de programmes de formation permettant d'autonomiser les organisations de la société civile de la région OCI.

C'est le cas de Tadamon Crowdfunding Academy, un programme phare qui dote les organisations de la société civile des compétences et connaissances nécessaires à la préparation et le lancement de campagnes de financement participatif pour leurs projets. Jusqu'ici, ces campagnes ont mobilisé collectivement 16,79 millions de dollars, ce qui montre l'impact tangible des efforts déployés par l'académie.

Pour célébrer ces réalisations et amplifier la réussite des organisations de la société civile, la série #CrowdfundingChampions a été lancée. L'un de ces champions est Greeneration, une organisation indonésienne qui a créé la plateforme de financement participatif Green Fund Digital Philanthropy, avec le soutien de Tadamon Crowdfunding Academy.

Les paysages verdoyants et les îles tentaculaires de l'Indonésie sont confrontés à un défi environnemental urgent : les villages du bassin du fleuve Citarum sont en proie à de graves problèmes de gestion des déchets, le plastique et les ordures obstruant les rivières et détruisant les écosystèmes. Toutefois, l'innovation aide à relever ces défis. Avec l'encadrement de Tadamon Crowdfunding Academy, Greeneration a mis au point la plateforme Green Fund Digital Philanthropy pour financer des solutions communautaires. Un an après son adhésion à l'académie, Greeneration a levé 224 090 dollars, s'est mis en rapport avec de nouveaux partenaires potentiels, et a lancé avec succès la plateforme d'appui aux initiatives vertes.

Grâce à la plateforme Green Fund Digital Philanthropy, divers projets permettent aux communautés locales de recycler, réduire les déchets, et protéger leur environnement. Ces initiatives montrent que l'action collective peut conduire à des changements importants ouvrant la voie à un avenir plus propre et plus vert pour l'Indonésie.

**Ces initiatives montrent que l'action collective peut conduire à des changements importants ouvrant la voie à un avenir plus propre et plus vert pour l'Indonésie.**



### 2.2.3 : FINANCEMENT DE L'ACTION CLIMATIQUE

La BID s'est montrée proactive dans la lutte contre les changements climatiques en prenant des engagements financiers importants, en mobilisation des ressources, et en collaborant avec les pays membres et organisations internationales, dans le but ultime de réaliser un développement durable et la résilience face aux effets. Ses initiatives et engagements en faveur de l'action climatique et de la viabilité environnementale en 2024 sont restés en cohérence avec les objectifs de l'Accord de Paris et la nécessité de renforcer la résilience face aux changements climatiques dans l'ensemble des pays membres. Elle a intégré les dimensions des changements climatiques et de croissance verte dans toutes les stratégies de partenariat et les cadres de collaboration lancées en 2024, notamment avec l'Azerbaïdjan, la Côte d'Ivoire, le Suriname, l'Ouganda, la Türkiye, l'Algérie et le Brunei.

### ENGAGEMENT POUR LE FINANCEMENT DE L'ACTION CLIMATIQUE

- La BID a dépassé de 35 % son objectif de financement de l'action climatique pour 2025, avec 46 % des engagements financiers globaux pour un montant d'environ 2,397 milliards de dollars.
- Ce financement climatique est réparti entre l'adaptation (51,4 %, soit 1 233 millions de dollars) et l'atténuation (48,6 %, soit 1 164 millions de dollars).

### MOBILISATION DE RESSOURCES

- La BID a levé 2,3 millions de dollars auprès du Fonds vert pour le climat en faveur des Maldives afin d'améliorer l'accès au financement de l'action climatique.
- La BID a obtenu l'accréditation au Fonds vert pour le climat et mobilisé 6,3 millions de dollars pour permettre à l'Ouganda d'améliorer son réseau d'observation météorologique.
- La BID a fourni au Pakistan 1,1 million de dollars provenant du Partenariat NDC pour la mise en place de systèmes résilients aux changements climatiques.



### CONFÉRENCES ET INITIATIVES

- La BID a participé à de nombreuses conférences dont la COP29 et la COP16 où elle a pris des engagements importants. À la COP29, une déclaration commune avec les BMD prévoyait un financement annuel pour le climat de 120 milliards de dollars en faveur des pays à revenu faible et intermédiaire et de 50 milliards de dollars pour les pays à revenu élevé d'ici 2030. À la COP16, elle s'est engagée à verser 1 milliard de dollars pour le Partenariat mondial de Riyadh pour la résilience à la sécheresse et à participer conjointement avec le Groupe de coordination arabe à un financement de 10 milliards pour la lutte contre la dégradation des sols.

### PRODUITS DE LA CONNAISSANCE ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

- La BID a mis au point divers produits de la connaissance, notamment des mécanismes de comptabilisation des gaz à effet de serre et de gestion des risques climatiques.
- De nombreuses séances de formation et ateliers ont été organisés pour permettre au personnel et aux parties prenantes de mieux comprendre le financement de l'action climatique et les sauvegardes environnementales.

### SAUVEGARDES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALE

- La mise en œuvre de la politique des sauvegardes environnementales et sociales est lancée, avec une sensibilisation du personnel opérationnel et des fonctionnaires publics.
- Un plan de renforcement des capacités de sauvegarde pour 2025-2029 a été préparé pour promouvoir le développement durable dans les pays membres.
- La BID a arrêté un montant de 400 000 dollars pour le financement de la préparation des projets de sauvegardes environnementales et sociales, y compris la supervision de la mise en œuvre des projets en cours.

## 2.2.4 : DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES

La BID est déterminée à renforcer la croissance socioéconomique et le développement durable dans ses pays membres par le biais d'investissements importants dans l'agriculture, l'énergie, le transport et les infrastructures hydrauliques, en mettant l'accent sur la durabilité, l'inclusivité et la résilience au climat.

### AGRICULTURE

La BID considère le secteur de l'agriculture et du développement rural comme un moteur de l'économie de nombre de ses pays membres. C'est pourquoi elle continue d'aider ces pays à réaliser une croissance agricole durable et à renforcer la sécurité alimentaire. En 2024, elle a approuvé 12 projets de développement agricole et rural pour un montant total de 745 millions de dollars. Font partie des principaux projets financés, le projet de sécurité alimentaire d'urgence (phase 2) en Jordanie (200 millions de dollars), le projet de réduction de la pauvreté au Pakistan (118,40 millions de dollars), et le projet de transformation agricole dans le nord du Sénégal (65,1 millions de dollars).

La BID travaille activement sur des programmes régionaux visant à aider les pays membres à faire face à des défis de développement communs. Les programmes régionaux en cours de préparation sont (i) le programme de résilience de l'élevage en Afrique et (ii) l'initiative régionale pour le commerce et la transformation du mil, du sorgho et du blé.

La BID continue d'évaluer l'efficacité de ses opérations et la santé générale de son portefeuille dans ce secteur. En 2024, il a été procédé à une revue du portefeuille sectoriel de l'agriculture, des ressources hydriques et du développement rural en Guinée pour (i) effectuer une analyse des projets dans le domaine de l'agriculture, des ressources hydriques et du développement rural ; (ii) déterminer les limites du portefeuille ; (iii) établir les nouvelles tendances et les enseignements tirés afin d'améliorer la conception et la mise en œuvre.

### ÉNERGIE

Le développement des infrastructures énergétiques des pays membres a toujours été une priorité majeure pour la BID. Elle poursuit la mise en œuvre de sa politique en matière d'énergie, qui repose sur quatre piliers majeurs, à savoir (i) le relèvement du taux d'accès à l'énergie dans les pays membres ; (ii) la promotion des énergies renouvelables ; et (iii) l'amélioration de l'efficacité énergétique pour mieux gérer la consommation. Le partage des connaissances en matière d'énergie entre les pays membres demeure également important.

Plusieurs programmes et initiatives phares ont été mis au point, notamment le programme de coopération en matière d'énergies renouvelables pour alimenter l'Afrique, l'électrification des services de santé ruraux à l'aide d'énergies renouvelables et de waqf, en partenariat avec le PNUD, la collaboration active avec Sustainable Energy for All in Africa, et la plateforme de financement de l'accélérateur de transition énergétique de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables.

En 2024, la BID a approuvé neuf projets énergétiques pour un coût de 923,90 millions de dollars, dont 472,92 millions

pour le projet de centrale hydroélectrique à accumulation par pompage à El Menzel, au Maroc, 47,68 millions pour le réseau de transmission et de distribution d'électricité au Suriname, 80 millions pour la construction d'une centrale thermique de 40 MW à Kankan, en Guinée, et 32 millions d'euros pour le financement d'un projet d'électrification rurale au Bénin.

Auparavant, la majeure partie des financements de la BID dans le secteur ciblaient la production d'électricité conventionnelle. Aujourd'hui, une plus grande attention est accordée aux projets d'interconnexion électrique régionale afin d'accroître l'efficacité du secteur dans les pays membres et de promouvoir les projets d'énergie renouvelable.

L'énergie restera l'un des secteurs clés du programme de développement de la BID qui continuera d'y orienter ses investissements pour promouvoir la croissance économique et l'amélioration de la qualité de vie dans les pays membres. Cela passera par le recours à son mécanisme de financement conventionnel, la mise au point de nouveaux mécanismes innovants et l'appui des partenariats.

### TRANSPORT

En 2024, la BID a donné la priorité au transport durable pour l'inclusion et la prospérité, en mettant l'accent sur l'amélioration de la connectivité comme levier de la croissance économique et de l'intégration régionale. Elle a approuvé 12 projets dans le secteur pour un montant total de 2,71 milliards de dollars dont un financement propre de 1,50 milliard (55,2 %) et un cofinancement de 1,21 milliard (44,8 %). Les approbations sont ainsi réparties : 1,22 milliard de dollars pour des routes et autoroutes (10 projets), 15 millions pour un port et 261,18 millions pour un chemin de fer. Ces initiatives visent à améliorer l'accès, l'efficacité et la résilience tout en réduisant le temps et les coûts de transport, en favorisant les échanges, et en optimisant les moyens de subsistance dans les pays membres.

Les projets contribuent à la connectivité régionale et sous-régionale, l'augmentation du volume du transit du commerce, l'épanouissement du tourisme, et la création d'emplois, tout en répondant aux futures exigences en matière de transport. Ils sont en cohérence avec les objectifs de développement durable, notamment l'ODD 1 (Pas de pauvreté), l'ODD 8 (Travail décent), l'ODD 9 (Infrastructure) et l'ODD 13 (Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques).



**LES PROJETS CONTRIBUENT À LA CONNECTIVITÉ RÉGIONALE ET SOUS-RÉGIONALE, L'AUGMENTATION DU VOLUME DU TRANSIT DU COMMERCE, L'ÉPANOUISSEMENT DU TOURISME, ET LA CRÉATION D'EMPLOIS, TOUT EN RÉPONDANT AUX FUTURES EXIGENCES EN MATIÈRE DE TRANSPORT. ILS SONT EN COHÉRENCE AVEC LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE, NOTAMMENT L'ODD 1 (PAS DE PAUVRETÉ), L'ODD 8 (TRAVAIL DÉCENT), L'ODD 9 (INFRASTRUCTURE) ET L'ODD 13 (MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES).**



### ENCADRÉ 13 : DE LA VISION À LA RÉALITÉ : COMMENT LE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ A-T-IL PERMIS DE TRANSFORMER LE TRANSPORT AÉRIEN

L'agrandissement de l'aéroport international Queen Alia à Amman, en Jordanie, est un excellent exemple du potentiel de transformation des partenariats public-privé. Avec un financement de 125 millions de dollars de la BID, le projet a permis de faire passer la capacité de l'aéroport de 3,5 à 9 millions de passagers par an, avec une conception évolutive visant 12 millions d'ici 2025 et 16 millions à l'horizon 2032. Le succès du projet tient à des partenariats stratégiques, une conception innovante, et des technologies de pointe qui ont permis d'améliorer l'efficacité opérationnelle et la durabilité. Le projet a généré plus de 1,82 milliard de dollars en droits de concession pour le Gouvernement jordanien et 2,2 milliards en termes d'activité économique

annuelle et créé 40 000 emplois dans tous les secteurs. Avec une desserte améliorée de plus de 100 destinations, l'aéroport est devenu un hub régional stimulant le tourisme, le commerce et la croissance économique. Sa réussite montre comment le partenariat public-privé peut favoriser des solutions durables en matière d'infrastructures de transport, la connectivité régionale et la prospérité à long terme.

AVEC UN FINANCEMENT DE  
**125 MILLIONS DE DOLLARS**  
DE LA BID, LE PROJET A PERMIS DE FAIRE PASSER  
LA CAPACITÉ DE L'AÉROPORT DE 3,5 À 9 MILLIONS  
DE PASSAGERS PAR AN, AVEC UNE CONCEPTION  
ÉVOLUTIVE VISANT 12 MILLIONS D'ICI 2025 ET  
16 MILLIONS À L'HORIZON 2032.

## La célébration du cinquantenaire de la BID a été une excellente occasion d'évaluer le potentiel des solutions de mobilité électronique durable dans les pays membres pour atteindre les objectifs en matière d'action climatique et de développement durable.

Le secteur des transports figure également en bonne place dans des documents stratégiques clés et analyses comme les stratégies de partenariat avec l'Ouzbékistan et le Maroc et les cadres de collaboration avec la Türkiye et d'autres pays. Des rapports d'achèvement ont été finalisés pour des projets en Türkiye, au Kirghizistan, au Nigéria et en Ouganda, avec des analyses de bonne qualité.

En collaboration avec des partenaires internationaux, la BID a organisé des événements tels que le webinaire sur le thème Accélérer la transition vers une mobilité électronique durable, une table ronde sur le financement de la sécurité routière dans la région arabe, et des ateliers sur le financement de l'action climatique et la connectivité transfrontalière. Le fait que le secteur ait privilégié les solutions durables a favorisé l'innovation, l'inclusion et la prospérité des populations vulnérables.

Ces réalisations témoignent de l'engagement de la BID à offrir des solutions de transport inclusives, résilientes et efficaces qui stimulent la croissance socioéconomique, l'intégration régionale et la réduction de la pauvreté dans les pays membres. La célébration du cinquantenaire de la BID a été une excellente occasion d'évaluer le potentiel des solutions de mobilité électronique durable dans les pays membres pour atteindre les objectifs en matière d'action climatique et de développement durable. La table ronde a permis de se pencher sur les meilleures pratiques de financement de la sécurité routière aux niveaux régional et mondial et les moyens de libérer les opportunités nationales pour le financement durable des politiques et mesures y relatives.

### EAU, DÉVELOPPEMENT URBAIN ET ASSAINISSEMENT

En 2024, la BID a renouvelé son engagement à accorder la priorité aux infrastructures hydrauliques résilientes au climat et aux pratiques d'utilisation efficace de l'eau, un levier du développement dans ses pays membres. En application de ses politique et stratégie en matière d'eau, la BID a travaillé avec les pays membres sur des programmes d'investissement transformateurs, des projets, des partenariats stratégiques et des initiatives de renforcement des capacités. C'est ainsi que EFTP a été intégré dans les travaux de développement du secteur de l'eau menés dans les pays membres. La BID s'est également évertuée à garantir un accès équitable à l'eau et à l'assainissement et à consolider le rôle de la gestion de l'eau dans la productivité agricole, en renforçant la résilience face aux changements climatiques.

Elle a approuvé un financement de 2,1 milliards de dollars dans le secteur de l'eau, démontrant ainsi son leadership lorsqu'il s'agit de faire face à la difficile problématique de la gestion de l'eau dans ses pays membres.

### FIGURE PARMI LES PRINCIPALES OPÉRATIONS LES PROJETS CI-APRÈS :

- Développement de ressources hydriques résilientes au climat du Kazakhstan, d'un coût de 1,15 milliard de dollars. Il est prévu au titre du projet de construire et réhabiliter 11 réservoirs de stockage d'eau saisonnières et de moderniser 3 400 km de réseaux d'irrigation couvrant 350 000 hectares de terres cultivées. Le projet a également mis en place un programme d'enseignement et de formation techniques et professionnels pour préparer plus de 1 000 opérateurs à une meilleure gestion des systèmes de contrôle et d'acquisition de données en temps réel des canaux.
- Gestion des ressources en eau résilientes au climat de Maiden Tower en Azerbaïdjan, d'un coût de 96,5 millions de dollars. Avec un système d'irrigation couvrant 8 400 hectares, le projet contribue directement à l'amélioration des conditions de vie de 1,6 million de personnes.

La BID a également continué de financer l'accès équitable aux services urbains tout en mettant l'accent sur l'édification d'infrastructures résistantes au climat. Elle est déterminée à promouvoir des villes où il fait bon à vivre en encourageant une croissance urbaine inclusive et durable et en créant des voies et moyens pour un développement économique et social à long terme.

À titre d'exemple, la BID a approuvé un montant de 37,10 millions de dollars pour la phase 2 du projet de développement des zones périurbaines de Ouagadougou au Burkina-Faso. Cette initiative vise à améliorer durablement les conditions de vie de plus de 4,7 millions de résidents du Grand Ouagadougou (capitale et banlieues), y compris les personnes déplacées à l'intérieur du pays. Le projet est centré sur le renforcement des moyens de protection contre les inondations urbaines grâce à des systèmes de collecte et de drainage des eaux de pluie adaptés au climat, l'amélioration de la gestion des déchets solides, et le renforcement des capacités techniques et opérationnelles des services municipaux en matière d'assainissement et de planification urbaine.

En collaboration avec Global Water and Sanitation Center de l'Institut asiatique de technologie, la BID a également organisé un programme pratique de renforcement des capacités sur l'assainissement inclusif à l'échelle des villes et la gestion des boues fécales, qui a réuni 20 participants des agences nationales d'exécution de l'assainissement et le personnel opérationnel de la BID en poste dans 10 pays membres de la région Asie.

Enfin, en marge du 12e Forum urbain mondial, tenu du 4 au 8 novembre au Caire, en Égypte, la BID a organisé une rencontre sur la réhabilitation des logements dans les établissements urbains historiques de la région arabe.

## ENCADRÉ 14 : FAIRE ENTENDRE LA VOIX DE LA BID DANS LE SECTEUR DE L'EAU

One Water Summit, tenu à Riyadh, Arabie saoudite, en marge de la COP16. La BID a joué un rôle innovant dans la promotion de la sécurité mondiale de l'eau en faisant une déclaration commune au nom de neuf banques multilatérales de développement lors du sommet. Dans cette déclaration, le président de la BID a réaffirmé l'engagement collectif des banques multilatérales de développement à relever les défis mondiaux liés à l'eau et souligné que l'eau est une priorité incontournable pour le développement durable.

Au cours des cinq dernières années, les banques multilatérales de développement ont collectivement injecté 50 milliards de dollars dans le secteur de l'eau au profit de plus de 400 millions de personnes par le biais de financements et de l'assistance technique. À la faveur de cette initiative, elles se sont engagées à renforcer leur appui aux investissements dans le secteur entre 2025 et 2030 en se focalisant sur l'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement, l'intensification de l'irrigation pour améliorer la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance, l'amélioration de la gestion des inondations et la promotion de la gestion durable des ressources hydriques.

Le sommet a servi de plateforme essentielle de renforcement de la collaboration entre les banques multilatérales de développement, d'amélioration des possibilités de cofinancement, et de rationalisation des processus de mise en œuvre des projets. Cet événement marquant a mis en évidence le leadership de la BID dans la jonction des efforts

des banques multilatérales de développement pour relever les défis mondiaux liés à l'eau. En se faisant le porte-voix de la communauté du développement au-devant de la scène, la BID continue de défendre des solutions innovantes, inclusives et durables pour assurer à ses pays membres et aux autres pays un avenir résilient dans le domaine de l'eau.

En outre, les contributions de la BID au 10e Forum mondial de l'eau, tenu à Bali, en Indonésie, ont davantage mis en exergue son rôle de chef de file face aux défis de l'eau dans le monde. Sa délégation a participé activement à plus de 30 sessions en prononçant des discours et en prenant part à des tables rondes. Sur le plan stratégique, la BID a profité de cette occasion pour renforcer ses partenariats avec la Banque asiatique de développement, la Banque africaine de développement, la Banque mondiale, l'OCDE, etc. et discuter des mécanismes de collaboration, notamment le financement de l'action climatique, pour aider les régions touchées par le stress hydrique.

**AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, LES BANQUES MULTILATÉRALES DE DÉVELOPPEMENT ONT COLLECTIVEMENT INJECTÉ**

**50 MILLIARDS DE DOLLARS**  
DANS LE SECTEUR DE L'EAU AU PROFIT DE PLUS DE  
**400 MILLIONS**  
DE PERSONNES PAR LE BIAIS DE FINANCEMENTS ET DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE.



## 2.2.5 : SCIENCE, TECHNOLOGIE ET INNOVATION

Initiative visant à promouvoir la collaboration et le partage des connaissances scientifiques entre les pays membres, le Programme science, technologie et innovation (STI) joue un rôle majeur depuis sa création. Il a 112 opérations de subventions approuvées à son actif, soit un montant total de 15,52 millions de dollars. Ces subventions ont été déterminantes en termes de renforcement des capacités scientifiques et technologiques des différents pays en permettant de mettre à disposition des équipements essentiels et d'offrir des formations ainsi que des possibilités d'échange de connaissances.

En 2024, le programme a continué d'évoluer avec l'approbation de huit nouveaux projets intégrant des volets STI pour résoudre des problèmes sectoriels déterminés. Ces projets portent sur le déploiement de technologies numériques dans divers secteurs, notamment l'agriculture, la santé, l'éducation et les micro, petites et moyennes entreprises (MPME), avec un financement total de 1,85 million de dollars. Ces technologies devraient permettre d'améliorer considérablement la qualité des services et les processus de suivi et en fin de compte aboutir à de meilleurs résultats dans les interventions.

Le projet d'élargissement des services de télésanté en Afghanistan, en collaboration avec le Fonds d'affection spéciale humanitaire pour l'Afghanistan, figure en bonne place dans le Programme STI. Cette initiative financée à hauteur de 300 000 dollars par KSRelief et de 50 000 dollars par le partenaire technique Educast a pour but d'améliorer l'accès à des soins de santé de qualité dans 20 provinces. Elle est axée sur la formation de quelque 3 500 prestataires de soins de santé à la technologie de la télésanté, en vue d'améliorer la culture numérique des médecins afghans et leur permettre de fournir des services cliniques par le biais de la téléconsultation.

Par ailleurs, le Programme STI a publié en 2024 un rapport exhaustif sur les technologies agricoles, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Fonds international de développement agricole. Ledit rapport met en évidence 120 technologies de sécurité alimentaire viables et climato-intelligentes dans 10 pays dont le Bangladesh, le Brésil et le Nigéria, et présente des solutions innovantes à la fois abordables et transférables.

Le Programme STI a également mis au point divers produits de connaissance et de sensibilisation tels que le mécanisme d'évaluation des technologies vertes et intelligentes pour le climat, les initiatives d'apprentissage mixte dans la région du CAREC et les études de cas présentées au forum STI de l'ONU. Ces ressources visent à promouvoir la compréhension et l'application de la science et de la technologie face aux enjeux mondiaux.



### ENCADRÉ 15 : LANCEMENT DU PROGRAMME DE COOPÉRATION POUR LE DÉPLOIEMENT DE TECHNOLOGIES

Le Programme de coopération pour le déploiement de technologies a été lancé pour faciliter le transfert et le déploiement de technologies rentables répondant aux défis du développement dans les pays membres. Depuis son approbation en août 2023, la BID a obtenu 120 millions de dollars de promesses de subventions à ajouter à ses propres ressources, en ciblant trois domaines clés, à savoir (i) les technologies innovantes de stabilisation des sols pour la construction de voiries rurales, (ii) le développement de l'industrie de l'aquaculture, et (iii) les technologies agricoles numériques.

En 2024, le programme a pris des mesures importantes en vue de la mise en œuvre avec deux évaluations technologiques. La première, élaborée en collaboration avec le ministère marocain de l'Équipement et de l'Eau, est axée sur les technologies innovantes de stabilisation des sols pour la construction de routes, tandis que la seconde, préparée en partenariat avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, se penche sur les technologies de pointe du secteur de l'aquaculture.

L'approbation du projet de reconstruction de la route Kambia – Tomparie – Kamawkie en Sierra Leone est une



étape importante dans le cadre du programme. Ce projet a permis de concrétiser une subvention de 8,10 millions d'euros, accordée par Probase, partenaire technologique du programme, pour le déploiement de sa technologie innovante de stabilisation des sols. Ajouté au financement de la BID, ce don a permis de débloquer 62 millions d'euros supplémentaires sous forme de financement assorti de conditions avantageuses pour la construction de 105 km de voiries rurales. Le recours à la technologie Probase devrait permettre de réduire les coûts de construction d'environ 35 %, avec une garantie d'entretien des routes sur 10 ans.

En 2024, la BID a également reçu de Doktor Technologies un engagement de 35 millions de dollars pour le déploiement de ses solutions numériques de gestion agricole conçues pour les petits exploitants. Pour promouvoir cette initiative, une visite de familiarisation technologique réunissant des experts de haut niveau de la Sierra Leone, du Togo et de l'Ouganda a été organisée en Türkiye. Elle a suscité un vif intérêt et des discussions sur la manière dont ces technologies agricoles numériques pourraient améliorer la productivité et la compétitivité de l'agriculture dans leurs pays respectifs.

Par le biais du Programme de coopération pour le déploiement de technologies la BID continuera de faciliter le déploiement de technologies adaptées aux besoins et pouvant permettre de relever les défis du développement et renforcer la croissance économique.



Photo : Atelier de démonstration technologique avec Doktor Technologies en Türkiye, en présence des représentants du Togo, de la Sierra Leone et de l'Ouganda.

EN 2024, LA BID A ÉGALEMENT REÇU DE  
DOKTAR TECHNOLOGIES UN ENGAGEMENT DE  
**35 MILLIONS DE DOLLARS**  
POUR LE DÉPLOIEMENT DE SES SOLUTIONS  
NUMÉRIQUES DE GESTION AGRICOLE CONÇUES  
POUR LES PETITS EXPLOITANTS.